

<b>Appealing Agency</b>	<b>UNITED NATIONS HUMAN SETTLEMENTS PROGRAMME (UN-HABITAT) (UN-HABITAT)</b>
<b>Project Title</b>	PROGRAMME DE PREVENTION ET DE RESOLUTION DES CONFLITS FONCIERS POUR LA COHESION SOCIALE
<b>Project Code</b>	CIV-12/P-HR-RL/45664/R
<b>Sector/Cluster</b>	PROTECTION
<b>Objectives</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Contribuer au processus de retour des déplacés et des réfugiés à travers la mise en place des mécanismes de restitution des droits fonciers ;</li> <li>2. Contribuer à la cohésion sociale à travers la prévention et la résolution des conflits fonciers ;</li> <li>3. Renforcer les capacités des structures de l'Etat et traditionnelles pour une prévention et une gestion efficace des conflits fonciers.</li> <li>4. Promouvoir un cadre de dialogue intra et intercommunautaires sur le foncier</li> </ol>
<b>Beneficiaries</b>	Total: 25,000 Returnees and host population Women: 2,000
<b>Implementing Partners</b>	UNHCR/NRC/ONUCI
<b>Project Duration</b>	Jul 2012 - Dec 2012
<b>Current Funds Requested</b>	<b>\$429,050.00</b>
<b>Location</b>	Multiple locations
<b>Priority</b>	Catégorie A
<b>Gender Marker Code</b>	2a - The project is designed to contribute significantly to gender equality
<b>Enhanced Geographical Fields</b>	BAS-SASSANDRA MOYEN-CAVALLY - DUEKOUÉ MOYEN-CAVALLY - GUIGLO - GUIGLO MOYEN-CAVALLY - GUIGLO - TAI MOYEN-CAVALLY - TOULEPLEU - TOULEPLEU MOYEN-CAVALLY - BLOLEQUIN - BLOLEQUIN

## Needs

La question foncière a joué un rôle catalyseur dans les crises sociopolitiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire depuis 2002. Les rapports entre autochtones et allogènes fondés longtemps sur un système social en matière d'accès et de transfert des droits fonciers se sont vite transformés en antagonisme à cause de la combinaison d'un ensemble de facteurs : pression démographique, extension des cultures de rente, crise économique qui a favorisé le retour des jeunes au villages, législation foncière avec la loi de 1998 faisant l'objet d'interprétation divergente et d'une mise en œuvre inefficace, l'inefficacité de l'administration foncière, la récupération politique. Une tension et même des affrontements ont caractérisé les occupations foncières en plusieurs endroits du pays, notamment dans la zone de l'Ouest pendant ces 10 dernières années.

Après la crise post électorale de 2011, la problématique foncière devient plus préoccupante. Le retour des déplacés et des réfugiés ne saurait être effectif car l'accès à la terre et le recouvrement des droits fonciers posent un souci majeur dans des zones où les déplacés signalent des occupations irrégulières après le départ précipité par les violents affrontements. Aujourd'hui les statistiques font état de 26000 personnes vivant toujours dans les camps de déplacés internes et 221 000 dans les familles d'accueil à l'Ouest. Environ 173690 réfugiés vivent toujours au Libéria dont une principale cause de non retour est l'accès à la terre en plus des craintes sécuritaires. Un mouvement d'immigration nouveau est aussi signalé dans les zones de l'Ouest après la mise en place du nouveau régime et comme conséquence des occupations irrégulières des forêts classées ou non, suscitant des conflits (à Touba avec les affrontements entre Mahouka et burkinabé en septembre 2011). En l'absence des structures étatiques (justice, administration foncière) et même des autorités traditionnelles dans certains villages, les disputes autour des droits fonciers sont courantes et risquent de s'intensifier (remise en question du régime du tutorat, occupation illégale des terres, défrichement non autorisé dans les zones forestières). Une telle situation engendre des risques de crises humanitaires, avec les déplacements en cascade, des conséquences économiques car la production agricole subit des blocages et donne l'opportunité à l'assistance humanitaire; des conséquences sociales avec une forte atteinte à la cohésion et dialogue sociale dans un contexte où l'Etat ivoirien œuvre pour la réconciliation et le relèvement communautaire à travers une multitude d'initiative, dont la mise en place de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR).

UNHABITAT a développé une expertise dans le domaine foncier dans plus de quinze pays en post conflit ou post désastre dans le domaine foncier. Des outils et des approches déjà expérimentés ont permis de faire face aux problèmes fonciers inhérents à la reconstruction et la pacification d'un Etat, notamment à travers la prévention et la résolution des conflits fonciers, le développement de politiques foncières, le développement d'outils de formation et de renforcement des capacités des acteurs fonciers en général. Récemment, UNHABITAT a mis en place des programmes de prévention et de résolution des conflits fonciers liés au mouvement de population au Sud du Soudan, en RD Congo et au Liberia. Une intervention en Cote d'Ivoire est une opportunité pour faire le lien avec le Liberia sachant que la problématique foncière présente des liens avec le Liberia et d'autres pays limitrophes.

## Activities

Cluster : Activités de Prévention des conflits et de Cohésion Sociale

1. Mise en place de mécanismes de réponse rapide aux litiges fonciers (Plan de contingence)
  - a. Formation et déploiement d'équipes mobiles de médiateurs fonciers dans les zones à haut risque ;
  - b. Monitoring des causes de litiges fonciers ;
  - c. Mapping et typologie des litiges fonciers ;
  - d. Accompagnement des parties en conflit à travers une médiation
2. Sensibilisation et information sur le foncier et la coexistence pacifique
  - a. Vulgarisation de la Loi sur le Foncier Rural de 1998 avec différents supports ;
  - b. Focus group avec les acteurs de base dont la société civile et les femmes pour la prévention et la résolution pacifique des litiges fonciers ;
  - c. Emissions radio sur la prévention des litiges fonciers ;
  - d. Développement de supports éducatifs sur la prévention des litiges fonciers et la coexistence pacifique.
3. Renforcement des capacités des structures étatiques et coutumières pour une prévention et une gestion positive des conflits fonciers (Préfets, Sous-Préfets, Juges, Administration Foncières, Chefs Coutumiers).
  - a. Formation sur le droit foncier moderne (notamment la loi de 1998)
  - b. Soutien au gouvernement dans la prévention des conflits fonciers à travers l'établissement d'un mécanisme de coordination nationale des terres et le traitement des typologies de conflits fonciers et l'élaboration de stratégies pour la prévention
  - c. Mettre en place de mécanismes de coordination foncière dans chaque région sous la responsabilité des Services du foncier rural et du cadastre rural pour remédier aux dysfonctionnements et contradictions dans la gestion du foncier et des autres ressources naturelles
  - d. Assister le Ministère de l'Agriculture dans sa mission de coordination et d'orientation pour la mise en œuvre de la loi.
  - e. Formation sur l'articulation entre droit foncier coutumier et étatique ;
  - f. Formation en Méthode Alternative de Résolution des Conflits, en transformation des conflits fonciers ;
  - e. Formation sur le cadre juridique relatif aux droits de restitution et de compensation des biens pour les déplacés et les retournés.
4. Promouvoir le dialogue intercommunautaire sur le foncier
  - a. Focus groups sur les questions foncières dans les zones ciblées et mise en place d'un cadre d'échange ;
  - b. Mener des études sectorielles sur le foncier pour une compréhension du régime foncier ;
  - c. Inventaires et typologie des droits fonciers
  - d. Capitalisation des recommandations des résultats pour une gestion politique plus efficace de la question foncière.

## Outcomes

1. Les conflits fonciers sont réduits
2. Des mécanismes de prévention et de résolution des conflits fonciers sont dynamiques
3. Les retournés sont assistés dans le recouvrement de leur droit foncier
4. Un cadre de dialogue social est promu pour la cohésion entre communautés à travers le foncier

United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)	
Original BUDGET items	\$
Rapid response mechanisms for land dispute resolution	350,000
Capacity Building, training and information	130,000
Staffing	200,000
Administration	47,600
<b>Total</b>	<b>727,600</b>

United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)	
Current BUDGET items	\$
Rapid response mechanisms for land dispute resolution and conflict prevention - 200000	200,000
Capacity Building, training and information - 60000	60,000
Staffing - 140000	140,000
Administration - 29050	29,050
<b>Total</b>	<b>429,050</b>